

# PROJET



## CONVENTION D'OBJECTIFS ETABLISSEMENTS ASSOCIATIFS D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE ANNÉES 2025 - 2026 - 2027

### ENTRE LES SOUSSIGNES :

**Le Département de l'Ardèche**, situé Quartier de la Chaumette 07000 Privas, représenté par le Président du Département, Olivier AMRANE, dûment habilité à cet effet par délibération de la Commission permanente en date du 13 juin 2025,

Ci-après dénommé « Le Département »,

**Et**

**La Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas** située 16 route de la Manufacture Royale 07200 UCEL, représentée par son Président Max TOURVIEILHE, dûment habilité à cet effet par délibération n° ..... du conseil communautaire en date du.....

Ci-après dénommée « La Communauté de communes »,

**Et**

**La Commune d'Aubenas** représentée par Monsieur Jean-Yves MEYER, Maire de la commune d'Aubenas dûment habilité par délibération n°..... du Conseil Municipal du .....

Ci-après dénommée « La Commune »,

**Et**

**Le Centre d'enseignement des musiques actuelles (CEMA)**, association dont le siège social est situé 55 boulevard Jean Mathon 07200 Aubenas, représentée par sa Présidente, Madame Thérèse D'ABRIGEON – dûment mandatée,

**La Nouvelle Ecole de Musique d'Aubenas (NEMA)**, association dont le siège social est situé Centre Le Bournot, rue Auguste Desportes 07200 Aubenas, représentée par son Président, Monsieur Jean-Claude ROGER – dûment mandaté,

Ci-après dénommées « Les Associations »,

Il est convenu ce qui suit :

## **PRÉAMBULE**

Considérant les projets initiés et conçus par Les Associations conformes à leur objet statuaire,

**Considérant le Plan Culture du Département**, voté en Assemblée Plénière le 8 mars 2024, dont les axes stratégiques visent le déploiement d'une ingénierie culturelle départementale exigeante et performante au service des acteurs culturels et des territoires, et inscrivent le Département comme facilitateur des transversalités,

Considérant le Schéma départemental des enseignements et des pratiques artistiques (SDEPA) 2023/2028 dont les axes stratégiques visent la structuration des établissements d'enseignement artistique et leur maillage sur le territoire ardéchois, le déploiement de parcours culturels et artistiques – tout au long de la vie - pour les habitants et, qui consacrent les moyens financiers et d'accompagnement en ingénierie des structures conventionnées,

Considérant le Règlement d'aide du Schéma départemental des enseignements et des pratiques artistiques,

Considérant la convention cadre entre l'Etat, la Région Auvergne-Rhône-Alpes, le Département de l'Ardèche, dont les signataires s'engagent collectivement pour permettre aux citoyens, par l'expérience sensible des pratiques, par la rencontre des lieux, des œuvres et des artistes et par les investigations, de fonder une culture artistique personnelle, de s'initier aux différents langages de l'art et de diversifier et développer leurs moyens d'expression ; et qu'à ce titre, les structures culturelles en fonction de leurs missions et de leur rayonnement territorial, constituent des ressources pour co-construire des projets avec une diversité d'acteurs (sociaux, éducatifs, touristiques...) en proposant des équipes artistiques et des professionnels de la culture prêts à s'investir dans des projets d'action culturelle ;

**Considérant la volonté de la Communauté de communes** de renforcer l'attractivité de son territoire tant sur le plan économique que culturel, la collectivité souhaite apporter un soutien financier aux écoles de musique CEMA et NEMA. En dispensant un enseignement musical de qualité et en démocratisant l'apprentissage de la musique au plus grand nombre, ces écoles participent à une offre culturelle enrichie, attractive pour les familles, mettant en valeur le patrimoine culturel local et augmentant le rayonnement du territoire.

**Considérant que la Commune d'Aubenas** mène une politique active de développement culturel dans un certain nombre de domaines et de disciplines artistiques.

Considérant que la Commune soutient le développement des musiques toutes esthétiques confondues, notamment au travers de la diffusion des œuvres artistiques et de la programmation de la Salle Le Bournot, que la Commune soutient la création par l'accueil de résidences d'artistes et que la Commune soutient les pratiques musicales amateurs.

Considérant la volonté de la Commune de donner à chacun la possibilité d'accéder à l'enseignement instrumental en encourageant l'accompagnement des jeunes albenassiens à l'apprentissage de la musique.

Considérant que la Commune reconnaît l'action des écoles de musique NEMA et CEMA à Aubenas qui participe au développement des pratiques musicales amateurs et à l'épanouissement artistique et culturel des habitants.

Considérant les objectifs de développement culturel de la Commune dans le domaine des pratiques musicales :

- un premier objectif regroupant le soutien à l'enseignement, à la formation et l'accessibilité à la pratique musicale pour tous,
- un second objectif de soutien à l'innovation culturelle et à la médiation dans le domaine des musiques

Considérant que la Commune entend donc valoriser et poursuivre l'accompagnement de ces écoles par un engagement formalisé par la présente convention.

Considérant que les projets présentés en annexe 1 et 2 par le CEMA et la NEMA participent de cette politique.

## **TITRE I : DISPOSITIONS ARTISTIQUES ET CULTURELLES**

### **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet d'organiser les modalités du partenariat entre les différentes parties et les soutiens financiers pour la mise en œuvre du projet tel que défini ci-dessous, élaboré par les Associations.

### **ARTICLE 2 – DISPOSITIONS RELATIVES AU PROJET D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE**

Les Associations, dont les projets sont présentés en annexe 1 et 2, contribuent au développement de l'enseignement artistique sur le bassin de vie d'Aubenas en offrant à la population, aux jeunes comme aux adultes, la possibilité de se former à la musique. Elles concourent par leurs activités au développement des pratiques artistiques des habitants, à leur curiosité artistique ainsi qu'au développement de leur esprit critique. Les enseignements peuvent être dispensés sous formes de cours individuels, collectifs ou d'ateliers, et sont enrichis de temps de restitutions en public.

A ce titre, les Associations partagent les objectifs suivants :

- rendre l'enseignement artistique accessible à tous les publics,
- développer la motivation de leurs élèves pour la pratique musicale

- partager le plaisir de jouer ensemble, en favorisant les pratiques collectives,
- permettre à leurs élèves de devenir autonomes dans leur pratique,
- proposer un enseignement reposant sur une diversité de styles et d'esthétiques, sans les hiérarchiser,
- garantir la qualité et la cohérence des offres pédagogiques,
- participer à la vie culturelle du territoire, en s'appuyant notamment sur une diversité de partenariats.

Les Associations s'engagent sur la durée de la convention à conduire ensemble des réflexions pour imaginer des coopérations visant à pérenniser leurs activités qui seront présentées et débattues lors des comités de suivi de la présente convention (cf. Art.7).

### **ARTICLE 3 – CRITERES DU REGLEMENT D'AIDE ET OBJECTIFS D'EVOLUTION**

Sollicitant des aides au titre du règlement de soutien aux établissements d'enseignement artistique, les Associations s'engagent à en respecter les conditions d'éligibilité.

Trois objectifs feront l'objet d'une attention particulière des financeurs dans le cadre de la présente convention et de renouvellement le cas échéant :

- la sécurisation de la structuration des Associations dans une perspective de coopération entre elles pour garantir la pérennité de leurs activités (réflexions à porter sur des activités communes, tarifications harmonisées, mutualisation de fonctions et/ou d'emplois, application de la convention collective) ;
- le déploiement des activités pour contribuer au développement culturel du territoire, dans une logique de partenariats avec des structures locales ;
- la mise à jour du projet d'établissement, au regard des objectifs énoncés ci-dessus.

## **TITRE II : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES**

### **ARTICLE 1 – DURÉE DE LA CONVENTION**

La convention prend effet à la date de sa signature et sera valide jusqu'au 31 décembre 2027.

### **ARTICLE 2 – MODALITÉS ET CONDITIONS DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS**

#### **Pour le Département**

Le Département apporte son soutien à la mise en œuvre des projets des Associations tels que définis au titre la de la présente convention, sous réserve de l'annuité budgétaire.

Le montant des subventions est arrêté annuellement par délibération de la Commission permanente, sous réserve des crédits disponibles. Conformément au règlement d'aide « Soutien aux établissements d'enseignement artistique » la participation financière du Département est plafonnée à 40 % des dépenses de chaque Association et ne peut excéder celle du bloc local (commune et/ou intercommunalité).

A titre indicatif, le montant de la subvention de fonctionnement pour l'année 2025 s'élève à 12 000 € pour chacune des Associations.

Ce montant est susceptible d'évoluer en fonction de l'évolution des projets d'établissement des écoles de musique et au regard des orientations qui seront définies dans le schéma départemental des enseignements et des pratiques artistiques.

Afin de solliciter le soutien du Département, Les Associations rempliront chaque année et avant le 1<sup>er</sup> mars une demande de subvention annuelle comprenant les documents suivants :

- courrier adressé au Président du Conseil départemental sollicitant le montant de l'intervention départementale, signé par le/la représentant/e de la structure,
- descriptif de l'activité pour l'année à venir en déclinaison du projet pluriannuel et s'inscrivant dans les objectifs, enjeux et critères du règlement d'aide aux Etablissements d'Enseignement Artistique,
- budget prévisionnel détaillé de l'année en cours, équilibré en dépenses et recettes faisant apparaître le détail de l'ensemble des cofinancements publics et privés (hors dépenses d'investissement),
- grille des formations individuelles et collectives proposées, état des inscriptions et planning hebdomadaire, grille des tarifs d'inscription, liste des instruments en prêt et en location + tarifs de location,
- formulaire de renseignements sur les données relatives au SDEPA transmis par le Département,
- procès-verbal de l'organe ayant délibéré pour solliciter l'aide du Département,
- attestation sur l'honneur précisant que la structure est en situation régulière à l'égard de la réglementation en vigueur (sociale, fiscale, propriété intellectuelle...),
- contrat d'engagement républicain dûment signé.

Au plus tard quatre mois après la clôture certifiée des comptes de la structure, les pièces suivantes seront à adresser par voie électronique au Département et si modification des documents :

- bilan d'activités détaillé de l'année précédente,
- budget réalisé de l'exercice écoulé,
- procès-verbal de l'assemblée générale de l'exercice écoulé pour les associations,
- statuts de la structure,
- numéro de SIRET,
- RIB,
- situation au regard de la TVA,
- liste à jour des membres et statuts des dirigeants.

Le versement des aides sera effectué en une fois, après son vote en Commission Permanente et son montant pourra être réévalué, le cas échéant l'année suivante au regard du bilan fourni par la structure. La contribution financière est créditée selon les procédures comptables en vigueur.

### **Pour la Communauté de communes**

Afin de solliciter le soutien de la Communauté de communes, les Associations adresseront chaque année et avant le 1<sup>er</sup> janvier une demande de subvention annuelle comprenant les pièces suivantes :

- Courrier adressé au Président de la Communauté de communes sollicitant le montant de l'intervention intercommunale, signé par le/la représentant/e de la structure,
- Descriptif de l'activité pour l'année à venir,
- Budget prévisionnel détaillé de l'année en cours, équilibré en dépenses et recettes faisant apparaître le détail de l'ensemble des cofinancements publics et privés (hors dépenses d'investissement),
- Grille des cours individuels et collectifs proposés, état des inscriptions et planning hebdomadaire, grille des tarifs d'inscription,
- Attestation sur l'honneur précisant que la structure est en situation régulière à l'égard de la réglementation en vigueur (sociale, fiscale, propriété intellectuelle...)

- Contrat d'engagement républicain dûment signé.

Après la clôture certifiée des comptes de la structure et au plus tard 15 jours après l'assemblée générale annuelle, les pièces suivantes seront à adresser à la Communauté de communes et si modification des documents :

- Bilan d'activités détaillé de l'année précédente,
- Budget réalisé de l'exercice écoulé,
- Procès-verbal de l'assemblée générale de l'exercice écoulé pour les associations,
- Statuts de la structure,
- Numéro de SIRET,
- RIB,
- Situation au regard de la TVA,
- Liste à jour des membres et statuts des dirigeants.

La Communauté de communes se réserve la possibilité de demander toutes pièces permettant la bonne compréhension des montants détaillés dans le bilan. Le versement des aides sera effectué en une fois, après son vote en conseil communautaire.

La contribution financière est créditée selon les procédures comptables en vigueur.

A titre indicatif, le montant de la subvention de fonctionnement pour l'année 2025 s'élève à 12 500 € pour chacune des Associations.

### **Pour la Commune d'Aubenas**

Modalités et conditions de la demande de subvention

A la mi-janvier de chaque d'année, Les Associations retirent auprès du service culturel de la Commune un dossier de demande de subvention.

Celui-ci devra être retourné accompagné :

- des comptes annuels du dernier exercice clos, certifiés conformes dans les conditions prévues par la réglementation, avec un récapitulatif détaillé des aides non financières,
- du rapport d'activités au titre de l'exercice clos,
- du budget prévisionnel

### **Dispositions financières**

Le versement s'effectuera au plus tard 3 mois après la signature de la présente convention par les deux parties.

S'il est constaté une inadéquation manifeste entre les moyens financiers alloués et l'action réalisée, l'évaluation par la Commune pourra donner lieu à un ordre de reversement des sommes perçues à la Commune.

Les Associations se doivent d'informer La Commune de tout nouveau projet qui pourrait être financé à l'aide des fonds communaux n'ayant pas été exposés à l'appui de la demande de subvention annuelle.

Le montant de la subvention sera réévalué, chaque année, au regard des bilans fournis par Les Associations et des enveloppes budgétaires votées par la Commune.

## Contrôle de la subvention attribuée

Les Associations s'engagent conformément à la réglementation en vigueur, à accorder toutes les facilités à La Commune, pour le contrôle de la réalisation de la présente convention, et notamment par l'accès à tous documents administratifs, pédagogiques, comptables et financiers utiles à cette fin.

## Mode de calcul de la subvention

Afin d'assurer un égal traitement entre les 2 écoles de musique d'Aubenas (Nouvelle Ecole de Musique d'Aubenas et le Centre d'Enseignement Musical d'Aubenas CEMA), la Commission Culturelle fixera un montant à allouer par élève. Le montant versé pour les élèves albenassiens sera plus important, La Commune assumant de favoriser l'accès aux pratiques musicales à sa population.

## ESTIMATION DES AIDES CONSENTIES PAR LA COMMUNE

Pour 2025, pour le CEMA, la Commune d'Aubenas s'engage à apporter un soutien financier d'environ 31 635 €, réparti de la manière suivante :

- 31 260 € de subvention de fonctionnement : 10 500 € de socle sans distinction entre les élèves albenassiens et non albenassiens, 170 € par élèves albenassiens, 50 € par élèves non-albenassiens

Chaque année, le montant alloué par élève peut être réévalué à la hausse ou à la baisse selon le montant de l'enveloppe budgétaire voté.

Valorisation des avantages en nature :

- 210 € pour la salle de spectacles (3 créneaux X 70€)
- 165 € pour la salle de musique (3 créneaux X 55 €)

Une aide à la pratique instrumentale (API) est versée aux élèves albenassiens pratiquant un instrument. Bien que l'A.P.I. ne constitue pas une aide directe aux Ecoles de Musique albenassiennes, cela reste une charge pour la Commune et son service culturel, et constitue une aide supplémentaire allouée à l'enseignement musical.

### *Aides aux élèves albenassiens pratiquant un instrument*

- 100 € par an (estimatif pour 2025 : environ 35 élèves)

Pour 2025 pour la NEMA, la Commune d'Aubenas s'engage à apporter un soutien financier d'environ 42 730 €, réparti de la manière suivante :

- 21 430 € de subvention de fonctionnement : 10 500 € de socle sans distinction entre les élèves albenassiens et non albenassiens, 170 € par élèves albenassiens, 50 € par élèves non-albenassiens

Chaque année, le montant alloué par élève peut être réévalué à la hausse ou à la baisse selon le montant de l'enveloppe budgétaire voté.

Valorisation des avantages en nature :

- 14 400 € pour l'occupation des locaux au 3<sup>ème</sup> étage (150 m<sup>2</sup> X 8 € X 12 mois)
- 2 400 € pour l'occupation de la salle 100 (25 m<sup>2</sup> X 8 € X 12 mois)
- 1 260 € : 6 auditions prévues dans l'année (6j X 210 €)
- autres utilisations viendront en sus et selon la grille tarifaire
- 3 240 € pour l'intervention d'un agent d'entretien (2 h X 36 semaines de cours en moyenne X 45 €)

### *Aides aux élèves albenassiens pratiquant un instrument (API)*

- 100 € par an (estimatif pour 2025 : environ **20 élèves**)

### **ARTICLE 3 - DISPOSITIONS RELATIVES AU SCHEMA DEPARTEMENTAL DES ENSEIGNEMENTS ET DES PRATIQUES ARTISTIQUES**

Par leur projet global, leurs actions ainsi que leur rôle ressource pour le développement des pratiques artistiques amateur, les Associations sont reconnues comme des acteurs du Schéma départemental des enseignements et des pratiques artistiques 2023/2028.

A ce titre, leurs équipes s'engagent à participer aux temps de travail proposés par le Département dans le cadre de l'évaluation du Schéma en cours, de la concertation relative à l'élaboration du prochain Schéma et aux diverses rencontres du réseau professionnel qui permettent de le faire vivre.

### **ARTICLE 4 - PRETS DE RESSOURCES DOCUMENTAIRES**

A travers la Médiathèque départementale de l'Ardèche et le Service Culture Jeunesse, le Département met à disposition des structures conventionnées dans le cadre du Schéma des enseignements et des pratiques artistiques des ressources documentaires issues de ces fonds. Il s'agit de partitions professionnelles, de ressources multi supports (CD, DVD, livres, malles thématiques, expositions, etc.) et de ressources numériques. Les modalités de prêts spécifiques à ces ressources seront précisées par ailleurs par mail aux associations (identification d'un référent par structure, sélection, nombre, durée, acheminement via les bibliothèques du réseau départemental de Lecture publique).

Les Associations sont responsables des ressources qui leur sont prêtées et devront s'assurer du bon état de celles-ci à leur retour et s'engagent à rembourser tous les documents perdus ou détériorés qui seront facturés par le Département de l'Ardèche. Les Associations s'engagent par ailleurs à respecter le droit de copie en s'acquittant des rémunérations liées à la reprographie de documents.

### **ARTICLE 5 – OBLIGATIONS JURIDIQUES, COMPTABLES ET SOCIALES**

Les Associations s'engagent à respecter toutes les obligations à l'égard des organismes sociaux et fiscaux et les dispositions législatives et réglementaires concernant le personnel, notamment en matière salariale, par référence aux conventions collectives en vigueur qu'elle tend à appliquer dans la mesure de leurs moyens.

### **ARTICLE 6 – COMMUNICATION**

Pour les collectivités territoriales, Les Associations s'engagent à informer de leur soutien aux activités d'enseignement artistique en faisant figurer de manière lisible les logotypes sur tous les supports et documents liés, et dans le cadre de leurs relations avec les médias, partenaires et publics. Il est demandé aux Associations de transmettre aux collectivités à leur demande, et en conformité avec les dispositions du Code de la propriété intellectuelle, tout support de communication et d'information valorisant le projet a posteriori (images, vidéos etc.).

L'insertion des logotypes ou toute autre référence aux aides des collectivités, devra être faite en conformité avec les chartes de communication produites et transmises par les services.

Les Associations identifient au moins une fois par an un temps fort à l'occasion duquel la visibilité des soutiens publics seront mis en valeur et en définissent les modalités avec les services des collectivités.



## **ARTICLE 7 – DEVELOPPEMENT DURABLE ET RESPONSABILITÉ SOCIETALE**

Les Associations s'engagent dans un processus de développement durable, respectueux des bonnes pratiques envers les droits culturels, l'égalité femme/homme, les droits du travail et l'environnement. L'objectif est de réduire les risques pour la santé et la sécurité, de promouvoir l'innovation sociale, de préserver l'énergie et les ressources naturelles, de sensibiliser les parties prenantes du projet d'enseignement artistique à ces enjeux et de les mobiliser sur des pratiques innovantes.

À ce titre, les structures s'engagent à prendre en compte les droits culturels des individus en développant leur participation au cœur des projets, en pensant l'interaction entre cultures, et en veillant à rendre effective la liberté de tout un chacun de s'exprimer artistiquement et culturellement. Elles s'engagent enfin à lutter contre les discriminations femmes/hommes par une attention portée aux œuvres de compositrices et autrices ainsi qu'une vigilance sur la répartition de la programmation et concernant la gestion interne (partage des responsabilités, rémunérations...).

## **ARTICLE 8 – COMITÉ DE SUIVI ET EVALUATION**

La présente convention instaure un comité de suivi et d'évaluation comprenant des représentants de chacun des signataires de la convention. Ce comité de suivi et d'évaluation de la convention se réunira chaque année à l'initiative des Associations pour évaluer les projets menés durant l'année, au regard des résultats des objectifs mentionnés au Titre I de la convention, sur l'impact des actions, projets ou interventions aux regards des enjeux mentionnés dans le préambule de la présente convention. Il étudie également les comptes rendus d'activité et financiers fournis par la structure.

Les Associations s'engagent à porter à la connaissance des collectivités toutes difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du projet notamment dans le rapprochement des deux associations, lié à une perspective d'installation dans des locaux communs.

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit des collectivités publiques du projet des Associations, les collectivités pourront suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention. Les collectivités informent les Associations de leurs décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 9 – BILAN DE LA CONVENTION ET RENOUVELLEMENT**

Un bilan de l'exécution de la convention sera établi au plus tard six mois avant son expiration entre les signataires. Les Associations établiront un bilan de leurs activités et des objectifs réalisés sur l'ensemble de la durée de ladite convention.

Sous réserve d'une évaluation partagée, de l'avis du comité de suivi et d'une réflexion sur les dispositions artistiques et culturelles, une nouvelle convention pourra être conclue sur le fondement d'un nouveau projet artistique et culturel et d'objectifs pluriannuels.

## ARTICLE 10 – AVENANT, CONTENTIEUX ET RESILIATION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs généraux de la convention.

En cas de litige survenant dans l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un accord à l'amiable. A défaut en cas de non-respect par l'une des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de résiliation anticipée, un avenant règlera les conditions financières, les collectivités contractantes étant en droit de solliciter la restitution des sommes versées si les obligations auxquelles la structure s'était engagée n'étaient pas exécutée en totalité.

A défaut d'accord à l'amiable, tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention seront soumis au Tribunal Administratif de Lyon : 184, rue Duguesclin – 69 433 LYON Cedex 03, [pouvant également être saisi par voie électronique via le site internet "Télérécourse" \(telerecours.fr\)](https://telerecours.fr).

Fait à Privas, le .....,

Pour le Département de l'Ardèche,

Pour la Communauté de communes,

Pour la Commune d'Aubenas,

Pour le CEMA,

Pour la NEMA,